

Privas le 28 septembre 2022

« LA RENTREE SOCIALE SERA CE QUE NOUS EN FERONS »

Chères, Chers Collègues,

Le retour à la réalité après la période des congés est arrivé !!!

Nous allons rester fidèle à notre engagement envers vous, en vous communiquant plusieurs informations qui feront l'actualité au fil des mois...

Tout d'abord, nous sommes en mesure d'indiquer que suite à la parution du décret en août pour les territoriaux, portant attribution du SEGUR aux agents de la filière médico-sociale, les **183 €** seront sur la base du **CTI** (Complément du Traitement Indiciaire) et non sous la forme d'une prime...

Cette revendication portée par notre Fédération **FO**, de la branche santé et obtenue représente une satisfaction car **FORCE OUVRIERE** a été un des rares signataire de cet accord national.

Les agents concernés auront un rappel sur salaire avec effet rétroactif à compter du 1^{er} avril 2022.

La parution d'un décret en novembre prochain précisera les personnels concernés.

Nous débattons avec l'exécutif départemental sur l'étendue du champs d'application du dispositif applicable dans les collectivités territoriales.

,
Autre communication, un projet de loi concernant l'attribution du 13^{ème} mois est à l'étude.

En effet, suite aux lois de décentralisation plusieurs collectivités, comme la nôtre, n'avaient pas la possibilité de mettre en place cette mesure salariale. Nous ne manquerons pas d'en faire état dès que nous aurons à notre connaissance des éléments précis.

Le nouveau cru 2023 des avancements et promotions est proche puisque l'administration a communiqué depuis peu, les possibilités statutaires et la période des échanges sur le sujet.

Concernant les annonces faites pour une journée d'actions syndicales revendicatives...

De l'abondance pour quelques-uns et des sacrifices pour d'autres ; en évoquant les maux du temps, sécheresse, transition écologique, guerre en Ukraine, crise sanitaire... l'ensemble commanderait aux salariés d'être « raisonnable » !

C'est oublier que cette période a permis aux plus grandes fortunes françaises de s'étoffer. C'est aussi oublier que les dividendes versés aux actionnaires ont bien souvent atteints des records.

C'est passer sous silence que la hausse des matières premières, conjuguée à diverses pénuries, n'a pas entamé les capacités financières des grandes entreprises. Elles ont, au final, réajusté leurs prix de vente, alimentant du même coup l'inflation. Au prix de cette raison « sacrificielle » réclamée au plus grand nombre, la réforme de l'assurance-chômage, comme la réforme des retraites trouveraient une justification supplémentaire, et la disette salariale serait validée.

Cette situation exige une réponse syndicale la plus unitaire possible. C'est dans cette perspective que **FORCE OUVRIERE** a participé le 11 juillet à une intersyndicale pouvant être qualifiée historique, tant cela ne s'était pas vu depuis des années. Non seulement, TOUTES les organisations de salariés étaient présentes mais de plus leurs délégations se sont entendues sur l'élaboration d'une revendication commune : l'augmentation générale des salaires, retraites et minima sociaux.

Au final, le communiqué commun était clair, précis et laissait penser à une rentrée sociale déterminée et déterminante.

Ne s'étant présentée au rendez-vous programmé le 5 septembre, la CGT a pris seule, l'initiative d'une journée interprofessionnelle de grève le 29 septembre dans le cadre d'un collectif « politico-syndical ».

Non seulement le communiqué issu de cette initiative mêlant syndicalisme, partis politiques, et ONG est incompatible avec l'indépendance prônée par **FORCE OUVRIERE**, mais c'est aussi un obstacle à un véritable rapport de force syndical construit méthodiquement. Car il ne s'agit pas de fixer une date, seul dans son coin. Il faut l'unité la plus large possible, préparer, convaincre, bâtir des points d'appui pour faire aboutir la mobilisation interprofessionnelle. Ces points d'appui, c'est l'action quotidienne de **FORCE OUVRIERE** qui met toujours l'augmentation des salaires, pensions, retraites et minima sociaux au centre de l'action syndicale. Et c'est également le combat de chaque instant des militants de notre Fédération et de notre syndicat qui s'inscrit pleinement dans la construction du rapport de force.

A chacun sa raison d'être !!!

LE REALISME N'EST PAS L'IMMOBILISME...



L'équipe syndicale FO
Des Personnels du Département
De l'Ardèche

je vote !

Du 1^{er} au 08 Décembre 2022